



Emploi, pouvoir d'achat, conditions de travail

## Restons mobilisés !

Les masques tombent, chaque jour apporte la confirmation de ce que la CGT dit depuis plusieurs mois, nous sommes face à une entreprise coordonnée de destruction systématique de la fonction publique, de nos statuts, de nos missions et ce n'est pas fini !

### ***Pour les personnels administratifs et techniques :***

La fermeture des DR montre bien que ce sont ces personnels qui sont les plus mal lotis. Les propositions sont souvent en trompe l'œil : aller vers l'hospitalier alors que des milliers d'emplois y seront sacrifiés, positionner en surnombre pour laisser aux successeurs le soin de régler le problème, adresser à la territoriale qui ne sera pas en mesure de tout absorber sont de fausses solutions !

Les fermetures de DD renvoyées aux 9 DIR, sont dans le droit fil et sans plus de garanties. Le positionnement des Techniques sur les DD et non plus sur les hébergements aura des conséquences sur l'indemnitaire des petits salaires. Lorsque l'on regarde le bilan 2007, ce sont ces personnels qui ont le plus diminué et pas seulement par intégration chez les éducés.

**Pour les hébergements :** L'annonce vite retirée de l'Intranet de 25 fermetures de foyers est ce que nous annonçons depuis longtemps. A la CGT, nous savons compter. Il n'est pas possible de créer des CEF alors que les enveloppes budgétaires sont constantes sans qu'il y ait des fermetures. Nous avons toujours dit que la LOLF conduit à faire payer au service public les dépassements de l'associatif : Il est évident que ce gouvernement n'envisage que la prison et la répression en première intention, l'hébergement classique en fait les frais, parce que le pouvoir ne croit pas ni à l'éducation ni au travail social.

**Pour l'Insertion :** Alors que le cabinet de Darcos reconnaît qu'il y a bien quelque chose en préparation du côté des PT – « c'est dans les tuyaux mais pas (encore !) finalisé »... On nous annonce que toutes les UEAJ qui n'ont pas 5 « encadrants » vont disparaître : c'est 69% qui sont en danger avec un projet d'encadrement par des éducateurs techniques.

**Pour le milieu ouvert :** Le passage au 100% pénal est la règle. Les directeurs régionaux qui veulent faire croire qu'avec leur petits bras musclés ils vont rester à 80% leurrent leurs interlocuteurs. Clairement cela pose la question de l'avenir de la filière sociale sur laquelle la ministre ne répond toujours pas malgré ses promesses, mais cela pose aussi la question du maintien des postes dans les services qui ont un nombre significatif de mesures civiles.

**Et nos salaires ?** Ils sont bloqués alors que l'inflation galope et que ce sont les prix du quotidien qui sont les plus touchés. L'essence devient le 2<sup>e</sup> poste de dépense des ménages après le logement.

**L'avenir des contractuels :** Alors que l'on fait miroiter un examen à certains, que l'on envisage des contrats de 3 ans pour d'autres, il est évident que la logique du pouvoir est d'utiliser les contractuels comme chair à canon de la restructuration. Cela ne veut pas dire qu'il n'en utilisera pas certains pour faire fonctionner ce qui dysfonctionne... Le mépris c'est l'annonce sur l'Ircantec qui baissera le niveau des pensions de retraites (sur notre site !).

**Le mal être au travail :** Plus on met la pression, plus on rend insupportables les conditions de travail, plus l'on assiste à des arrêts de travail en série. Nous le redisons, ces arrêts de travail massifs sont un symptôme connu du mal être au travail, ce qui dans une administration qui remet en cause et son métier et son fonctionnement est inévitable.

**Face à ce constat, il faut reconstruire l'unité à la base !**

## **Et ouvrir des perspectives...**

**Les mouvements unitaires se construisent, il faut les renforcer et les unifier.** Les luttes de Bourgogne et de Bretagne sont des exemples. En Bourgogne, l'expression des personnels et des services est privilégiée dans une région qui sera cassée. En Bretagne, après une mobilisation le 10 juin, une action contre le séminaire des cadres qui se réunissaient dans un golf (on a les moyens pour la communication !) a eu une forte audience médiatique dans la région le 19 juin, avec un lapsus du DR sur les « ferm...ouvertures » qui en dit long (FR3) !

A la CGT nous pensons que c'est sur cette logique qu'il faut unifier les luttes contre les fermetures de foyers, les fermetures d'UEAJ et la restructuration des M.O.

A la CGT, nous disons que c'est en ce moment qu'il faut défendre les personnels administratifs en DD et en DR qui trinquent et vont trinquer lorsqu'on annoncera les mutualisations AP/PJJ/SJ et les fermetures massives de DD. La création de corps communs ne sera pas une protection à l'heure de la réforme de la carte judiciaire.

Demain, ce sera l'application des ratios « carte des emplois » dans l'insertion ou 100% pénal dans les milieux ouverts. **Leur politique est cohérente**, si nous laissons faire ce sont des milliers d'emplois qui sont menacés à la PJJ et à la Justice.

Dans les futurs EPE, Cette **Unité** des personnels peut se construire autour des changements substantiels du contrat de travail, comme le passage aux nuits en hébergement.

Il nous paraît utile de rappeler que chaque CHS-D doit être saisi de cette question, que le médecin du travail doit donner un avis individuel sur la capacité à travailler de nuit. Pourquoi ne pas demander ces avis collectivement dans chaque FAE et CPI ?

Pourquoi ne pas relancer la question de l'indemnitaire en demandant l'alignement sur celui des CEF ?

Pourquoi ne pas demander l'équivalence de postes éducatifs dans tous les hébergements (FAE, CPI et CEF) ?

## **A la CGT, nous redisons que les fermetures et les délocalisations ne sont pas inéluctables !**

Il faut trouver des alliés pour défendre ensemble emplois et missions. Pour cela, tout établissement en danger doit alerter les organisations syndicales mais aussi les élus locaux.

Nous, à la CGT, nous demandons à rencontrer les fédérations d'élus et les associations pour les informer sur leur région des fermetures envisagées. Nous souhaitons que ces initiatives soient menées de la manière la plus large.

Nous, à la CGT, nous allons demander à nos élus dans les CROSM d'être vigilants sur les dossiers de structuration juridique des services PJJ (Publics et habilités). Nous allons interpellier les Conseils économiques et sociaux régionaux pour qu'ils prennent conscience des conséquences de la casse des emplois.

Nous, à la CGT, nous pensons que les interventions à l'occasion de tous les déplacements de la ministre ou des directeurs (nationaux, régionaux) doivent se multiplier sur le modèle de la Bretagne. Il faut contrer sur le terrain le discours technocratique de liquidation des services publics, Il ne faut pas leur laisser croire que la casse se fera sans réaction.

**La mobilisation citoyenne est possible.** Contre la fermeture des Prud'hommes la lutte se poursuit du côté syndical mais aussi des élus. A Carhaix, c'est toute la population qui défend son hôpital. **A nous de créer les liens entre les luttes, on ne viendra pas nous chercher !**

**L'été sera socialement pourri ...**

**La mobilisation doit continuer et s'amplifier !**

**Dernière info :** le gouvernement qui se moque de nous sur les salaires envisage un « effort » sur les frais kilométriques et les déplacements « domicile-travail » en province. A suivre, mais c'est le moment de faire savoir qu'on veut une vraie revalorisation ! voir les communiqués CGT sur notre site.